

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix- Travail- Patrie

INSTITUT NATIONAL
DE LA STATISTIQUE

REPUBLIC OF CAMEROON

Peace- Work- Fatherland

NATIONAL INSTITUTE
OF STATISTICS

**ENQUÊTE SUR L'EMPLOI ET LE SECTEUR INFORMEL (EESI) AU
CAMEROUN EN 2005 :**

➤ **DES RESULTATS DISPONIBLES A L'INS**

- 1. Contexte de l'EESI**
- 2. Champ, but et méthodologie de l'EESI**
- 3. Etat de réalisation**
- 4. Situation du marché de l'emploi au Cameroun en 2005**

**POUR TOUTE AUTRE INFORMATION
COMPLEMENTAIRE, CONTACTER :**

INS :

Boîte postale : 134 Yaoundé

Fax : (237) 223-24-37

Téléphone : (237) 222-04-45

223-37-21

www.statistics-cameroon.org

PRESENTATION DE L'ENQUETE SUR L'EMPLOI ET LE SECTEUR INFORMEL AU CAMEROUN EN 2005

1. Contexte

Dans le cadre de la mise en œuvre du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) et du suivi des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), le Gouvernement camerounais renforce progressivement les capacités du Système National d'Information Statistique dans le but de disposer à temps des données et des indicateurs fiables en vue de mesurer les progrès accomplis. Un Programme Statistique Minimum (PSM) a été conçu à cet effet et sa réalisation permet de produire les principaux indicateurs requis pour le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre du DSRP et la mesure des progrès vers l'atteinte des OMD.

L'Enquête sur l'Emploi et le Secteur Informel (EESI) est retenue dans le cadre de ce programme. Sa réalisation au niveau national vise à fournir aux utilisateurs une batterie d'indicateurs sur

- (i) le marché du travail, les conditions et les revenus d'activité et,
- (ii) le secteur informel et sa contribution à l'économie, en termes d'emplois et de valeur ajoutée.

Les résultats obtenus vont aider le Gouvernement à affiner ses options stratégiques en matière d'emploi et leurs implications sur la réduction de la pauvreté. Ils permettront aussi de poser les bases du suivi et de l'évaluation des programmes et politiques arrêtés dans ce domaine, en collaboration avec les partenaires au développement.

2. Champ, but et méthodologie

L'EESI est une opération réalisée sur l'ensemble du territoire. Elle s'est exécutée en deux phases et vise la mise en place d'un système d'enquêtes portant sur l'évaluation et le suivi de l'emploi et du secteur informel.

La base de sondage utilisée pour la première phase a été fournie par la cartographie du troisième Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH3). Elle a permis de sélectionner de manière aléatoire un échantillon de 8 540 ménages stratifié selon les dix provinces et le milieu de résidence. Les villes de Yaoundé et de Douala ont chacune été considérées comme une région d'enquête. Cette méthodologie a conduit à l'analyse du marché du travail, notamment les conditions d'activité, la formation des revenus, les caractéristiques du chômage et du sous-emploi.

L'enquête sur le secteur informel, tout comme l'enquête sur l'emploi a été réalisée sur l'ensemble du territoire national. Elle s'est intéressée aux établissements du secteur informel identifiés lors de la première phase. La base de sondage a été constituée lors de la première phase. Il s'agit d'unités de production dirigées par un employeur (patron) ou un travailleur pour compte propre appartenant au secteur informel. Les résultats analysés sont élaborés à partir d'un échantillon représentatif de 4 815 unités.

3. Etat de réalisation

Les opérations de collecte des informations sur le terrain se sont déroulées du 23 mai au 10 juillet 2005 pour la première phase de l'opération et du 22 août au 30 septembre 2005 pour ce qui est de la phase 2. L'état des documents en cours de réalisation est le suivant :

Document	Niveau de réalisation	Disponibilité
Rapport principal de l'enquête sur l'emploi	Publié	Décembre 2005
Dépliant sur les premiers résultats de l'enquête sur l'emploi	Publié	Décembre 2005
Rapport principal de l'enquête sur le secteur informel	En cours d'édition	Avril 2006
Dépliant de l'enquête sur le secteur informel	En cours d'édition	Avril 2006
<i>Les différents thèmes de la phase 1</i>		
Les caractéristiques et déterminants du sous emploi	En cours de rédaction	Juillet 2006
Formation et insertion sur le marché du travail	En cours de rédaction	Juillet 2006
Insertion des jeunes sur le marché du travail	En cours de rédaction	Juillet 2006
Analyse de la mobilité professionnelle	En cours de rédaction	Juillet 2006
Genre et marché du travail	En cours de rédaction	Juillet 2006

4. Situation du marché de l'emploi au Cameroun en 2005

Caractéristiques sociodémographiques de la population.

L'analyse des données collectées confirme les caractéristiques sociodémographiques déjà révélées par les précédentes opérations : **les jeunes de moins de 17 ans représentent la moitié de la population**, et les personnes de plus de 65 ans, 3%. La taille moyenne des ménages se situe à 4,5 personnes et les femmes chefs de ménage (surtout monoparentaux) sont de plus en plus nombreuses.

La dynamique migratoire est importante, elle concerne 35,4% de la population totale et est davantage imputable à l'exode rural. Ces migrations, aux trois quarts, datent de moins d'un an et sont surtout liées à des raisons professionnelles (mutations ou recherche d'un emploi) pour les hommes et familiales pour les femmes.

Les indicateurs relatifs au niveau d'instruction et d'alphabétisation, sont en amélioration comparés aux données des précédentes enquêtes et traduisent ainsi les efforts déployés par les différents acteurs du secteur éducatif. Les différences suivant les régions et selon le milieu de résidence demeurent. Les personnes ayant le niveau d'enseignement supérieur sont relativement peu nombreuses : pour la tranche d'âge 25 à 50 ans, seulement 9% d'hommes et 4% des femmes ont fait des études supérieures.

Taux d'activité

Au niveau national, le taux d'activité des personnes de 10 ans et plus est de 71,5%. Ce taux voile de fortes disparités selon la région et le milieu de résidence. On observe que les hommes sont globalement plus actifs que les femmes (74,8% contre 68,3%) et que le pic d'activité se retrouve dans la tranche d'âge 30 à 49 ans.

Chômage

Au sens du BIT, le taux de chômage se situe à 4,4%. Ce phénomène est principalement urbain (10,7%). Yaoundé et Douala affichent les taux les plus élevés avec respectivement 14,7% et 12,5%. Il est de 6,5% chez les jeunes (10 à 29 ans) qui sont les plus touchés, contre 3,1% pour les 30 à 49 ans et 1,2% pour les 50 ans et plus. Le taux de chômage croît avec le niveau d'instruction

Au sens élargi (chômeurs BIT + chômeurs découragés) le taux de chômage est de 6,2% soit un écart de 1,8% par rapport au taux de chômage au sens du BIT. Ce faible écart traduit un certain dynamisme du marché de l'emploi. Les chômeurs découragés sont en majorité des femmes.

Sous-emploi

Sous-emploi visible. Il concerne des personnes qui, involontairement, travaillent moins de 35 heures par semaine. Il touche 12,7% de la population active occupée.

Sous-emploi invisible. Il concerne les travailleurs dont la rémunération est inférieure au minimum horaire garanti (l'équivalent de 23 500 FCFA par mois pour 40 heures de travail par semaine). Cette forme de sous-emploi touche 69,3% des travailleurs. Les femmes en activité sont à 78,2% dans cette situation contre 60,7% d'hommes.

Sous-emploi global. Il concerne les actifs au chômage, en situation de sous-emploi visible ou invisible. Il affecte 75,8% d'actifs.

Structure et dynamique des emplois

- **Le nombre d'années d'études réussies** des travailleurs est en moyenne de 4,9 années.
- **La durée moyenne dans l'emploi** est de 9,1 ans.
- **Le taux de salarisation** est de 18%.
- **La pluriactivité** répond au souci des populations d'accroître leur revenu. Globalement, 37% des actifs sont en situation de pluriactivité.
- **Le secteur informel** avec 90,4% des actifs occupés (dont 55,2% dans le secteur agricole), fournit le plus d'opportunités d'insertion économique ; même si les conditions de travail y sont précaires. **Le secteur public** suit avec 4,9% et le **privé formel** avec 4,7%.
- **Le secteur primaire** reste le secteur qui occupe le plus de camerounais avec 55,7% de travailleurs.

Revenu du travail dans l'emploi principal

Au niveau national, le revenu moyen mensuel tiré de l'exercice de l'activité principale est de 26 800 FCFA.

Dans le secteur public, le revenu moyen mensuel dans l'administration publique est de 124 300 FCFA. Dans les entreprises publiques et parapubliques, il est de 137 400 FCFA, avec cependant des différences dans la distribution de revenus au sein de ces deux sous secteurs.

Dans le secteur privé formel, le revenu moyen mensuel est de 103 600 FCFA.

Dans le secteur privé informel, le revenu mensuel moyen est le plus faible. Il n'est que de 27 300 FCFA pour les activités informelles non agricoles et de 11 100 FCFA pour les travailleurs agricoles.

Insertion sur le marché du travail et cadre de vie des ménages

La typologie des ménages fondée sur le secteur institutionnel des chefs de ménage indique qu'au Cameroun, le type de ménages informels agricoles est le plus important. Il concentre 42,8% des ménages et 46,2% de la population totale. Il est suivi des ménages informels non agricoles, avec 31,0% de ménages, puis des ménages inactifs/chômeurs (11,0%).

Mobilité sociale entre générations et perspectives d'emploi

L'analyse de la mobilité sociale entre générations confirme la démocratisation de l'enseignement, car les générations actuelles sont mieux instruites que les précédentes.

En perspectives, les attentes des jeunes actifs, mieux instruits que leurs aînés, montrent un certain décalage entre leurs aspirations légitimes et les réalités économiques sur le terrain. L'emploi public continue de symboliser en quelque sorte l'emploi décent, alors que les jeunes en sont exclus du fait de la mise en œuvre depuis la fin des années 80, de plusieurs programmes de stabilisation des finances publiques et d'ajustements structurels. L'emploi privé formel qui aurait pu constituer une alternative demeure encore bloqué. Face à cette situation, le secteur informel est le seul à fournir des opportunités d'emplois, certes peu décentes, mais qui permettent d'assurer la survie.